

Vers une sociologie des régimes d'information électoraux : la production médiatique du citoyen à l'approche des élections marocaines de 2026

Toward a sociology of electoral information regimes : the media construction of the citizen in the run-up to the 2026 Moroccan elections

Habiba El Mazouni^{1*}, Zakaria Kadiri²

¹ *Université Hassan II, Casablanca, Maroc*

*Corresponding author: habibaelmazouni93@gmail.com

Résumé

À l'approche des élections législatives marocaines de 2026, la réforme du code électoral a fait l'objet d'une couverture médiatique soutenue, centrée sur la restauration de la confiance et la moralisation de la vie politique. Cet article analyse 53 articles publiés entre octobre 2025 et février 2026 dans cinq titres nationaux (L'Opinion, Le Matin, Médias24, TelQuel, Hespress), complétés par des entretiens menés auprès d'abstentionnistes. Il met en évidence la formation d'un régime d'information électoral, entendu comme un ensemble de cadrages, de hiérarchies de sources et de normes discursives organisant la visibilité du politique en période électorale. L'analyse qualitative et lexicométrique (Iramuteq) montre que la réforme est majoritairement présentée comme un mécanisme technique de consolidation institutionnelle dont la participation constituerait l'effet attendu. Naturaliser la participation comme norme civique contribue à marginaliser l'abstention, réduite à un indicateur statistique ou à un symptôme de défiance, et à produire symboliquement la figure du citoyen légitime.

Mots-clés : Régime d'information électoral, Médiatisation politique, Participation politique, Abstention électorale, Gouvernamentalité, Maroc

Abstract

In the run-up to Morocco's 2026 legislative elections, the reform of the electoral code received sustained media coverage, largely framed around restoring trust and moralizing political life. This article analyzes 53 articles published between October 2025 and February 2026 in five national outlets (L'Opinion, Le Matin, Médias24, TelQuel, and Hespress), complemented by interviews with abstentionists. It identifies the formation of an electoral information regime, defined as a structured set of framings, hierarchies of sources, and discursive norms that organize political visibility during electoral periods. Combining qualitative content analysis and lexicometric analysis (Iramuteq), the study shows that the reform is predominantly presented as a technical mechanism of institutional consolidation, with participation framed as its expected outcome. By naturalizing participation as a civic



Copyright © 2025 The Author(s). Published by IRAFEM.

This work is licensed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

norm, this regime marginalizes abstention, reduced to a statistical indicator or a symptom of distrust, and contributes to the symbolic construction of the legitimate citizen.

Keywords: Electoral information regime, Political mediatization, Political participation, Electoral abstention, Governmentality, Morocco

1. Introduction

À l'approche des élections législatives de 2026 au Maroc, la réforme du code électoral s'est imposée comme un objet central de mise en débat public. Portée par le ministère de l'Intérieur et discutée au Parlement, elle s'articule autour d'un ensemble de transformations juridiques et organisationnelles¹ qui redessinent les conditions institutionnelles et informationnelles du scrutin. Ces transformations interviennent dans un contexte marqué par des interrogations récurrentes sur la participation électorale, notamment chez les jeunes, ainsi que par des débats autour de la confiance dans les institutions politiques. Les discours officiels présentent la réforme comme un moment décisif pour « restaurer la confiance », « moraliser la vie publique » et « garantir un scrutin crédible ». La participation électorale y est fréquemment mobilisée comme indicateur central de vitalité démocratique. Cependant, la réforme n'est pas seulement un processus juridique : elle constitue aussi un événement discursif. Elle donne lieu à une production médiatique intense qui contribue à définir ses enjeux, ses causes et ses finalités. Les médias ne se contentent pas de relayer les annonces institutionnelles ; ils contribuent à cadrer la réforme et à orienter la manière dont elle est comprise et débattue (Mazzoleni & Schulz, 1999 ; Strömbäck, 2008 ; Couldry & Hepp, 2017).

Cet article analyse un corpus de 53 articles de presse publiés entre octobre 2025 et février 2026 dans cinq titres marocains (*L'Opinion*, *Le Matin*, *Médias24*, *TelQuel* et *Hespress*). L'objectif est d'examiner comment ces médias cadrent la réforme électorale et, ce faisant, contribuent à produire une certaine figure du « citoyen électoral ». Cette interrogation s'inscrit dans un contexte où l'abstention constitue un enjeu central du débat public et académique. Les travaux existants sur l'abstention au Maroc montrent en effet qu'elle ne peut être réduite à un simple déficit d'intérêt individuel : elle renvoie à des facteurs structurels (inégalités territoriales, fragmentation de l'offre politique), générationnels (désaffection des jeunes) et institutionnels (défiance envers les partis) (IRES, 2019 ; Van Hamme et al., 2021 ; OECD, 2021). Ces recherches invitent à considérer l'abstention non seulement comme un indicateur statistique, mais comme un phénomène social et politique complexe. Dès lors, il importe d'interroger non seulement les causes sociales de la non-participation, mais aussi les modalités de sa mise en discours dans l'espace médiatique. Plus précisément, nous cherchons à répondre à la question suivante : comment la médiatisation de la réforme électorale participe-t-elle à la structuration d'un régime d'information électoral au sein duquel se construit la figure du citoyen légitime et se redéfinit discursivement l'abstention ?

En mobilisant une analyse qualitative de contenu articulée à une analyse lexicométrique réalisée avec le logiciel Iramuteq, et en s'appuyant sur des entretiens exploratoires menés auprès d'abstentionnistes, l'article entend contribuer aux travaux en sociologie de

¹ Il s'agit, entre autres, de la révision des lois organiques relatives aux élections, des ajustements des listes électorales, de la facilitation de la candidature des jeunes et des femmes, du renforcement des dispositifs de transparence, de l'encadrement des campagnes numériques et de la régulation des contenus jugés susceptibles d'altérer la sincérité du scrutin.

l'information et de la communication portant sur la médiatisation du politique et la production symbolique des subjectivités citoyennes. Il propose ainsi d'analyser la réforme électorale comme un moment de reconfiguration d'un régime d'information électoral structurant les normes de la citoyenneté légitime.

1. Cadre conceptuel

L'analyse proposée articule trois cadres théoriques complémentaires : la gouvernementalité chez Michel Foucault, la théorie du champ journalistique de Pierre Bourdieu et les théories du cadrage développées en sciences de l'information et de la communication. Cette combinaison permet de penser la médiatisation de la réforme électorale comme un processus structuré de production de normes, de catégories et de vérités politiques. Chez Foucault, la gouvernementalité renvoie aux rationalités par lesquelles les conduites sont orientées à distance (Foucault, 1978, 2004). Le pouvoir moderne agit en définissant des normes et en produisant des régimes de vérité, c'est-à-dire un ensemble de discours et de procédures qui déterminent ce qui peut être tenu pour vrai, légitime ou pensable (Foucault, 1971). Appliquée au champ électoral, cette perspective conduit à envisager la réforme comme un moment de redéfinition des critères de validité du débat démocratique : ce qui constitue une « crise », ce qui relève d'une « participation normale » ou ce qui est désigné comme « dysfonctionnement ».

Cette production de vérité s'opère concrètement à travers des opérations de cadrage. Les cadres d'interprétation organisent l'expérience sociale en sélectionnant et en structurant les éléments jugés pertinents (Goffman, 1974). Cadrer un événement consiste à en définir le problème, à en attribuer les causes, à en proposer une évaluation morale et à en suggérer les solutions (Gusfield, 1981 ; Hilgartner & Bosk, 1988 ; Entman, 1993). La médiatisation de la réforme électorale peut ainsi être analysée comme un processus de mise en cadre où certaines catégories, telles que la « confiance », l'« intégrité » ou la « moralisation », acquièrent une saillance particulière, orientant la compréhension publique de l'enjeu. C'est dans ce prolongement que nous proposons le concept de régime d'information électoral. Par analogie avec le régime de vérité foucauldien, il désigne l'ensemble structuré des normes, des hiérarchies d'acteurs, des formats discursifs et des dispositifs techniques qui organisent la production du sens électoral dans un espace politique donné. Il ne s'agit pas d'un simple agrégat de discours, mais d'un agencement stabilisé qui définit qui peut parler légitimement de l'élection, quelles catégories sont mobilisables pour l'interpréter et quelles conduites sont valorisées (Tuchman, 1978 ; Schudson, 2003).

La théorie du champ journalistique (Bourdieu, 1996) permet de situer ces cadrages dans un espace structuré par des rapports de force et une dépendance aux sources institutionnelles dotées d'un capital politique élevé. Le pouvoir symbolique réside dans la capacité à imposer certaines catégories de perception comme légitimes (Bourdieu, 1991). Le régime d'information électoral apparaît ainsi comme le point d'articulation entre gouvernementalité, cadrage médiatique et hiérarchie des voix. Cette articulation est particulièrement éclairante au regard des travaux sur l'abstention au Maroc. La littérature montre que la non-participation renvoie à des facteurs institutionnels, territoriaux et générationnels (Tozy, 1999 ; Van Hamme et al., 2021), ainsi qu'à des rapports différenciés à la confiance politique (Mishler & Rose, 2001 ; Norris, 2011). Elle peut être socialement située (Gaxie, 1978) et parfois critique (Braconnier & Dormagen, 2007 ; Rosanvallon, 2006). L'enjeu de l'analyse n'est donc pas de rediscuter ces causes, mais d'examiner comment, à travers des opérations de cadrage

récurrentes, le régime d’information électoral contribue à définir ce qu’est une participation légitime et à redéfinir discursivement l’abstention comme déficit, risque ou encore anomalie.

2. Méthodologie

Cette recherche repose sur un corpus de 53 productions médiatiques publiées entre octobre 2025 et février 2026, période correspondant à l’annonce officielle de la réforme du code électoral et à l’ouverture des discussions parlementaires en vue des élections législatives de 2026. Cette séquence a été retenue comme moment inaugural de cristallisation des cadrages médiatiques et de formation d’un régime d’information électoral structurant la mise en sens public de la réforme. Le corpus comprend des contenus issus de cinq titres nationaux : L’Opinion, Le Matin, Médias24, TelQuel et Hespresse. Ces médias ont été sélectionnés en raison de la diversité de leurs lignes éditoriales, de leur centralité dans l’espace public national et de leur couverture régulière de la réforme. Ont été inclus les articles d’analyse, éditoriaux, décryptages et formats audiovisuels intégrés aux plateformes numériques (notamment L’Œil de l’expert de TelQuel et L’Info en face du Matin). Les dépêches d’agence reproduites sans travail rédactionnel propre et les annonces administratives sans cadrage interprétatif ont été exclues afin de concentrer l’analyse sur les productions impliquant un travail discursif structurant.

Tableau 1 : Synthèse des modalités codées et de leur poids relatif dans le corpus

Dimension analytique	Modalité codée	%
Distribution des voix	Dominance institutionnelle	84
	Expertise académique dominante	15
	Pluralité d’acteurs	1
	Témoignages citoyens présents	0
Figure du citoyen produite	Citoyen responsable / engagé	52
	Citoyen à mobiliser	7
	Abstentionniste apathique	5
	Abstentionniste protestataire / défiant	13
	Figure non explicitement construite	23
Cadrage dominant	Réforme technique / procédurale	35
	Modernisation démocratique	67
	Moralisation de la vie politique	67
	Stabilisation institutionnelle	36
	Crise de participation	4
	Compétition partisane	0
Centralité de la participation	Centrale	49
	Secondaire	10
	Absente	41
Qualification de l’abstention	Apathie individuelle	5
	Défiance institutionnelle	12
	Protestation implicite	13
	Non problématisée	52
	Non mentionnée	18

Source : Auteurs

Par ailleurs, le dispositif méthodologique repose sur une combinaison de trois approches complémentaires. Il mobilise d'abord une analyse qualitative de contenu, fondée sur une grille de codage élaborée pour identifier les cadrages dominants, la centralité attribuée à la participation, les figures du citoyen produites, les modalités de qualification de l'abstention ainsi que la distribution des voix au sein des productions médiatiques. Cette analyse vise à saisir les opérations interprétatives par lesquelles la réforme électorale est rendue intelligible et normativement structurée. Elle est ensuite articulée à une analyse lexicométrique assistée par le logiciel Iramuteq. Celle-ci comprend l'étude des fréquences lexicales, une classification hiérarchique descendante et des analyses de similitude centrées notamment sur les termes « participation », « confiance », « moralisation » et « abstention ». L'ensemble des contenus audiovisuels intégrés au corpus a été préalablement retranscrit afin d'être incorporé au traitement textuel, garantissant ainsi l'homogénéité de l'analyse. Enfin, des entretiens exploratoires semi-directifs ont été menés auprès de quinze abstentionnistes (jeunes urbains et ruraux, adultes issus de milieux populaires et diplômés), dans le but d'éclairer les rationalités subjectives de la non-participation et de confronter ces expériences vécues aux représentations médiatiques observées. L'idée n'est pas de produire une généralisation statistique à l'ensemble du champ médiatique marocain, mais d'identifier les mécanismes structurants d'un régime d'information électoral en formation.

L'analyse transversale du tableau fait apparaître une structuration discursive fortement orientée vers une mise en ordre institutionnelle de la réforme électorale. La distribution des voix est massivement dominée par des acteurs institutionnels (84 %) (Hall et al., 1978), tandis que l'expertise académique demeure secondaire (15 %) et que la pluralité d'acteurs (1 %) ainsi que les témoignages citoyens (0 %) sont quasi absents. Le débat médiatique apparaît ainsi faiblement conflictualisé et peu ouvert à l'expression d'expériences ordinaires. Cette configuration contribue à installer un espace discursif vertical, où la réforme est principalement énoncée depuis des positions de pouvoir ou d'autorité. Cette structuration se retrouve dans les cadrages dominants. Les registres de la modernisation démocratique (67 %) et de la moralisation de la vie politique (67 %) sont prédominants, complétés par un cadrage de stabilisation institutionnelle (36 %) et, dans une moindre mesure, par une présentation technique ou procédurale (35 %). La crise de participation (4 %) et la compétition partisane (0 %) sont marginales, voire inexistantes. La réforme est donc majoritairement construite comme un progrès normatif et un ajustement vertueux du système, plutôt que comme un enjeu conflictuel ou stratégique entre forces politiques concurrentes. Cette faible politisation partisane contribue à neutraliser la dimension agonistique du champ électoral.

La figure du citoyen produite s'inscrit dans cette même logique normative : le citoyen responsable et engagé domine (52 %), tandis que les figures plus critiques — abstentionniste protestataire ou défiant (13 %) — demeurent minoritaires. Parallèlement, 23 % des articles ne construisent aucune figure explicite, ce qui suggère que le citoyen est parfois une abstraction implicite plutôt qu'un sujet discursivement élaboré. Ce constat doit être mis en regard avec la centralité variable de la participation : si celle-ci est centrale dans près de la moitié des articles (49 %), elle est absente dans 41 % d'entre eux. La participation fonctionne donc comme un principe structurant important mais non systématique. Enfin, un décalage significatif apparaît dans la qualification de l'abstention. Celle-ci est majoritairement non problématisée (52 %) ou non mentionnée (18 %), tandis que les interprétations en termes de défiance (12 %), de protestation (13 %) ou d'apathie (5 %) restent minoritaires. Autrement dit, alors même que les cadrages valorisent la modernisation et la moralisation du système, les causes sociales ou politiques de la non-participation sont peu investies analytiquement. L'ensemble dessine un

régime discursif où la réforme est construite comme amélioration normative du cadre institutionnel, la participation comme horizon souhaitable, et l'abstention comme phénomène périphérique, rarement interrogé dans ses déterminants structurels.

3. Résultats et discussion

L'analyse des 53 productions médiatiques (articles et formats audiovisuels) met en évidence une configuration discursive cohérente autour de la réforme électorale. Au-delà de la diversité des supports, le corpus révèle la stabilisation d'un ensemble de cadrages dominants, de hiérarchies d'acteurs et de solutions légitimes. Ces régularités permettent d'identifier la consolidation d'un régime d'information électoral, entendu comme l'agencement relativement stabilisé de normes, de catégories interprétatives et de dispositifs médiatiques qui organisent la production publique du sens électoral. Les traitements lexicométriques montrent la centralité des termes associés à la « confiance », à la « moralisation » et à l'« intégrité », nettement plus saillants que ceux liés à la participation ou à l'abstention. Empiriquement, la réforme est majoritairement cadrée comme réponse à un déficit de crédibilité institutionnelle et non comme réponse à une crise d'adhésion politique.

Figure 1 : Un nuage de mots généré par Iramuteq, qui met en évidence, par leur taille proportionnelle, les termes les plus fréquemment mobilisés dans le corpus analysé



Ce déplacement confirme que la « crise » est redéfinie dans des termes moraux et procéduraux. À la lumière de la gouvernementalité (Foucault, 1978, 2004), la réforme apparaît comme technologie d'orientation des conduites : la participation est présentée comme effet attendu d'un système restauré. La confiance fonctionne ainsi comme opérateur de normalisation. Le régime d'information électoral stabilise un cadrage dans lequel l'intégrité institutionnelle devient la condition première de la mobilisation civique. En outre, la participation, lorsqu'elle est mobilisée, est posée comme horizon démocratique allant de soi, une norme démocratique implicite dont la légitimité semblerait acquise. Cette naturalisation contribue à produire une figure homogène du citoyen électoral : un individu responsable, informé, respectueux des règles et intégré aux dispositifs techniques du vote. Or, dans la perspective du pouvoir symbolique (Bourdieu, 1991, 1996), cette figure n'est pas descriptive ; elle est prescriptive. Elle impose une définition légitime de la citoyenneté et trace, en creux, la frontière de ses déviances.

Les entretiens menés auprès de quinze abstentionnistes révèlent pourtant des rationalités denses, argumentées, souvent stratégiques, qui trouvent peu d'écho dans le corpus médiatique étudié. Si, pour Meriem, âgée de 23 ans, l'abstention s'exprime à travers une justification administrative ; elle affirme ne pas voter parce qu'elle « *n'a pas l'âge de voter* », cette position laisse entrevoir une possible méconnaissance des conditions légales d'éligibilité au scrutin et révèle un rapport distancié, voire incertain, au processus électoral. Son cas renvoie à une forme de mise à distance peu politisée, où le retrait ne s'énonce pas en termes idéologiques mais à travers un argument factuel. À l'inverse, les autres abstentionnistes rencontrés développent des rationalités plus explicitement argumentées, qui trouvent peu d'écho dans le corpus médiatique étudié. Amine, jeune diplômé d'une école d'ingénierie, interroge ainsi la consistance même de l'offre politique : « *Elle est où, déjà, l'offre politique ? Tous les partis disent la même chose. Plusieurs partis, mais au fond un seul et unique parti.* » Son propos ne traduit ni indifférence ni ignorance, mais une lecture critique de l'homogénéité perçue du champ partisan. L'abstention apparaît ici comme le produit d'un sentiment d'absence d'alternative réelle.

Cette critique se radicalise chez Yahya, habitant d'un quartier populaire de Marrakech, pour qui « *la politique, c'est la corruption* ». « *Celui qui veut voler, il se porte électeur. Hors de question de voter pour maintenir ce système* », affirme-t-il. L'abstention prend alors la forme d'un refus moral : ne pas voter devient un acte de cohérence éthique face à un système perçu comme intrinsèquement corrompu. Une autre configuration apparaît chez Mohammed, adulte inscrit sur les listes électorales mais abstentionniste. Son non-vote repose sur une conviction d'inefficacité politique : l'issue du scrutin serait, selon lui, déterminée en amont, le parti « *voulu par le haut* » étant destiné à l'emporter indépendamment des suffrages exprimés. Il évoque également des pratiques de vote motivées par des incitations matérielles plutôt que par une adhésion programmatique. La démocratie lui apparaît dès lors comme une mise en scène formelle : les élections constitueraient un dispositif d'affichage du pluralisme, tandis que les décisions fondamentales seraient arrêtées à l'avance. Son abstention s'ancre ainsi dans une perception de prédétermination du jeu électoral et d'inutilité du vote.

Dans le même registre critique, Hajar, jeune femme d'origine rurale poursuivant des études de physique en milieu urbain, met en avant la faiblesse supposée du pouvoir réel des élus. Selon elle, « *celui qui gagne les élections n'aura pas une grande marge de manipulation des choses* » et « *n'a pas, en vrai, les fonctions qui lui permettent de prioriser ou changer quoi que ce soit* ». Elle ajoute que « *celui qui est élu, il mange un bout de pain (yakol khobz), fait une fortune et on le change* ». Son abstention procède ainsi d'une double conviction : inefficacité institutionnelle et opportunisme des élus disqualifieraient le vote comme instrument de transformation réelle. Enfin, le cas de Fatima introduit une nuance importante. Bien qu'elle ne soit pas abstentionniste, son témoignage éclaire les fragilités du lien électoral. « *J'ai voté aux élections précédentes pour le RNI, et je le regrette profondément. Je ne m'attendais pas à des mesures qui étouffent le citoyen comme celles qu'ils ont prises.* » Son expérience rappelle que la participation elle-même peut être traversée par des formes de désillusion et de reconsidération a posteriori. Le vote n'y apparaît plus comme adhésion stable, mais comme expérience susceptible de produire de la déception, voire une rupture de confiance.

Dans l'ensemble, ces récits mettent au jour une pluralité de rationalités (méconnaissance, critique de l'offre partisane, dénonciation morale, perception d'inefficacité institutionnelle, désillusion post-électorale) qui contrastent avec la représentation médiatique dominante. Là où le régime d'information électoral tend à naturaliser la participation comme norme, les entretiens révèlent des subjectivités politiques traversées par le doute, la critique et la mise à

distance du jeu électoral. Ainsi, l'écart entre ces paroles et la représentation médiatique dominante met en évidence un mécanisme de sélection normative : le régime d'information électoral ne se contente pas de promouvoir la participation comme norme ; il hiérarchise les formes de subjectivation politique jugées acceptables. Sont valorisés les citoyens intégrés et confiants ; demeurent marginalisées les voix qui expriment l'indistinction partisane, la dénonciation morale du système ou la désillusion post-électorale. Ce filtrage contribue à stabiliser une définition étroite de la citoyenneté légitime, au prix d'un appauvrissement des conflictualités et des expériences politiques ordinaires. L'abstention, elle, occupe une place marginale dans le corpus et apparaît principalement sous forme statistique ou comme symptôme de défiance. Aucun abstentionniste n'est constitué comme sujet discursif autonome. Les théories du cadrage (Goffman, 1974 ; Entman, 1993) permettent d'interpréter cette configuration : cadrer, c'est sélectionner certains aspects de la réalité et en hiérarchiser la visibilité. Ici, l'abstention est cadrée comme déficit ou risque, rarement comme position politique. Ce processus contribue à sa dépolitisation. Ainsi, le régime d'information électoral ne supprime pas la pluralité des interprétations possibles, mais en fixe les seuils de légitimité.

De plus, l'analyse de la distribution des locuteurs révèle une forte domination des acteurs institutionnels et partisans. Cette verticalité discursive correspond à la structuration du champ journalistique (Habermas, 1989 ; Fraser, 1990 ; Bourdieu, 1996) et renforce la centralité des sources dotées d'un capital politique élevé. Parallèlement, les solutions mises en avant relèvent majoritairement d'une rationalité technique : numérisation, clarification procédurale, régulation des contenus. L'élection est construite comme système à optimiser. Dans une perspective foucauldienne, cette extension de la régulation au domaine informationnel participe d'un élargissement des techniques de gouvernement (Rose & Miller, 1992 ; Foucault, 2004 ; Dean, 2010). Le régime d'information électoral articule ainsi réforme juridique et gestion des flux symboliques. En ce sens, la réforme électorale de 2026 apparaît comme un moment de reconfiguration des conditions symboliques du vote. L'espace médiatique constitue un lieu central de cette reconfiguration, où se stabilisent les critères de validité du débat électoral et où se fabrique la figure du citoyen conforme.

4. Conclusion

Cet article a pour ambition d'analyser la médiatisation de la réforme électorale marocaine à l'approche des législatives de 2026 afin d'identifier les mécanismes de structuration d'un régime d'information électoral et les modalités de production du citoyen légitime qui en découlent. L'analyse des 53 productions médiatiques, articulée à un traitement lexicométrique et à des entretiens exploratoires, met en évidence une configuration discursive relativement stabilisée. Les résultats montrent que la réforme est majoritairement cadrée dans un registre de modernisation démocratique et de moralisation institutionnelle, dominé par des voix institutionnelles et faiblement conflictualisé. L'abstention y est peu problématisée et rarement constituée comme position politique autonome. La « crise » électorale est ainsi redéfinie en termes de confiance et d'intégrité procédurale plutôt qu'en termes d'adhésion politique ou de conflictualité sociale.

Dans ce cadre, la participation, lorsqu'elle est mobilisée, fonctionne comme norme implicite. Se stabilise alors la figure d'un citoyen légitime (responsable, engagé, intégré aux dispositifs du vote) qui opère comme référence prescriptive plus que descriptive. Le régime d'information électoral apparaît ainsi comme un agencement discursif structurant, qui hiérarchise les acteurs autorisés à parler, sélectionne les catégories interprétatives pertinentes et fixe les seuils de légitimité des subjectivations politiques. Les rationalités abstentionnistes

recueillies lors des entretiens (critiques de l'offre partisane, dénonciation morale du système, perception d'inefficacité institutionnelle ou désillusion post-électorale) demeurent en grande partie marginalisées dans ce cadre discursif.

Sur le plan théorique, l'article propose le concept de régime d'information électoral comme outil analytique permettant d'articuler gouvernementalité, cadrage médiatique et structuration du champ journalistique. Il invite à penser la réforme électorale non seulement comme transformation juridique, mais comme moment de reconfiguration symbolique des normes de citoyenneté (Blumler & Kavanagh, 1999 ; Chadwick, 2013). Cette recherche demeure toutefois circonscrite à un corpus médiatique limité et à une séquence temporelle spécifique. Des travaux futurs pourraient élargir l'analyse à d'autres supports (médias audiovisuels, espaces numériques), adopter une perspective comparative ou examiner longitudinalement l'évolution des cadrages à l'approche effective du scrutin. L'étude des régimes d'information électoraux constitue ainsi une voie féconde pour comprendre comment se construisent et se naturalisent les normes contemporaines de la participation démocratique.

Références

- Blumler, J. G., & Kavanagh, D. (1999). The third age of political communication: Influences and features. *Political Communication*, 16(3), 209–230. <https://doi.org/10.1080/105846099198596>
- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire : L'économie des échanges linguistiques*. Fayard.
- Bourdieu, P. (1991). *Language and symbolic power* (J. B. Thompson, Ed.; G. Raymond & M. Adamson, Trans.). Harvard University Press.
- Bourdieu, P. (1996). *Sur la télévision*. Liber-Raisons d'agir.
- Braconnier, C., & Dormagen, J.-Y. (2007). *La démocratie de l'abstention*. Gallimard.
- Chadwick, A. (2013). *The hybrid media system: Politics and power*. Oxford University Press.
- Couldry, N., & Hepp, A. (2017). *The mediated construction of reality*. Polity Press.
- Dean, M. (2010). *Governmentality: Power and rule in modern society* (2nd ed.). Sage.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51–58. <https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.x>
- Foucault, M. (1971). *L'ordre du discours*. Gallimard.
- Foucault, M. (1978). *Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France (1977–1978)*. Seuil/Gallimard.
- Foucault, M. (2004). *Naissance de la biopolitique : Cours au Collège de France (1978–1979)*. Seuil/Gallimard.
- Fraser, N. (1990). Rethinking the public sphere: A contribution to the critique of actually existing democracy. *Social Text*, 25/26, 56–80.

- Gaxie, D. (1978). *Le cens caché : Inégalités culturelles et ségrégation politique*. Seuil.
- Goeury, D. (2014). Vote, territoires et recompositions politiques au Maroc. *L'Espace Politique*, 23. <https://doi.org/10.4000/espacepolitique.2938>
- Goffman, E. (1974). *Frame analysis: An essay on the organization of experience*. Harvard University Press.
- Gusfield, J. R. (1981). *The culture of public problems: Drinking-driving and the symbolic order*. University of Chicago Press.
- Habermas, J. (1989). *The structural transformation of the public sphere* (T. Burger, Trans.). MIT Press. (Original work published 1962)
- Hall, S., Critcher, C., Jefferson, T., Clarke, J., & Roberts, B. (1978). *Policing the crisis: Mugging, the state, and law and order*. Macmillan.
- Hilgartner, S., & Bosk, C. L. (1988). The rise and fall of social problems: A public arenas model. *American Journal of Sociology*, 94(1), 53–78.
- Institut Royal des Études Stratégiques (IRES). (2019). *Jeunes et participation politique au Maroc*. IRES.
- Mazzoleni, G., & Schulz, W. (1999). “Mediatization” of politics: A challenge for democracy? *Political Communication*, 16(3), 247–261. <https://doi.org/10.1080/105846099198613>
- Mishler, W., & Rose, R. (2001). What are the origins of political trust? *Comparative Political Studies*, 34(1), 30–62. <https://doi.org/10.1177/0010414001034001002>
- Norris, P. (2011). *Democratic deficit: Critical citizens revisited*. Cambridge University Press.
- OECD. (2021). *Renforcer l'autonomie et la confiance des jeunes au Maroc*. Éditions OCDE. <https://doi.org/10.1787/588c5c07-fr>
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie : La politique à l'âge de la défiance*. Seuil.
- Rose, N., & Miller, P. (1992). Political power beyond the state: Problematics of government. *British Journal of Sociology*, 43(2), 173–205.
- Schudson, M. (2003). *The sociology of news*. W. W. Norton.
- Strömbäck, J. (2008). Four phases of mediatization: An analysis of the mediatization of politics. *The International Journal of Press/Politics*, 13(3), 228–246. <https://doi.org/10.1177/1940161208319097>
- Tozy, M. (1999). *Monarchie et islam politique au Maroc*. Presses de Sciences Po.
- Tuchman, G. (1978). *Making news: A study in the construction of reality*. Free Press.
- Van Hamme, G., Goeury, D., & Ben Rebah, M. (2021). Territorialités du vote et inégalités politiques au Maroc. *Maghreb-Machrek*, 243, 11–30.